

maient en janvier dernier, soit 8,3 p. 100 de la population active. Et les chiffres pour les femmes et les jeunes sont encore beaucoup plus élevés.

L'ancien ministre de l'Emploi et de l'Immigration, lorsqu'il était au pouvoir, a donné plus d'une fois à entendre que le chômage n'est pas très grave car, souvent, ce n'est pas le principal pourvoyeur qui chôme. Rien de plus faux. Les Canadiens sont très inquiets. Non seulement faisons-nous face au genre de chômage qui sévit dans la plupart des pays industrialisés, mais nous sommes maintenant souvent témoins d'un phénomène très troublant au Canada. Nous voyons des usines qui ferment leurs portes après un demi-siècle ou plus d'activité, et nous voyons des travailleurs qui y ont passé toute leur vie active perdre leurs emplois. Ces usines sont fermées sans que les travailleurs touchés puissent y faire quoi que ce soit.

Avant de revenir à Ottawa, hier matin, je me suis entretenu avec un groupe d'ex-travailleurs de l'usine de la Maple Leaf Mills Limited, qui a été en activité plus de 50 ans à Winnipeg et qui a fermé ses portes tout récemment. Permettez-moi de vous exposer la situation d'une personne qui se trouve en chômage par suite de la fermeture d'une usine. Cette situation existe à des centaines et des milliers d'exemplaires dans tout le Canada, mais la situation est loin d'être aussi grave à Winnipeg qu'en Ontario, par exemple. Il s'agit d'une femme de 57 ans qui a été à l'emploi de la Maple Leaf Mills pendant 35 ans. Au moment où l'usine a fermé, elle gagnait \$8,61 l'heure, soit environ \$344 par semaine. A 57 ans, elle se retrouve sans travail et il est peu probable qu'elle trouve jamais un autre emploi, du moins pas un emploi aussi rémunérateur que celui qu'elle vient de perdre. Les employés de l'usine étaient syndiqués et leur convention prévoyait une allocation de fin de service, de sorte que cette femme recevra son plein salaire pour les 35 prochaines semaines. Autrement dit, elle recevra une allocation de fin de service équivalente à 35 semaines de salaire, soit environ \$12,000. Elle recevra également des prestations de chômage pendant près d'un an. Par ailleurs, après cela, elle aura vraiment des problèmes pour la bonne raison que les employés de l'usine n'avaient pas un bon régime de retraite. Elle recevra \$81 par mois jusqu'à l'âge de 65 ans. Comment va-t-elle pouvoir se tirer d'affaire? Parmi tous ces ouvriers qui sont mis à pied, combien arriveront à s'en sortir? Le ministre a pourtant dit aux travailleurs canadiens qu'ils ne devaient pas s'attendre à avoir des augmentations salariales supérieures à l'accroissement de la productivité.

J'ai dit que le ministre a eu tout à fait tort de faire une telle déclaration, mais s'il le croyait réellement, il aurait dû au moins faire le nécessaire pour étendre le principe à toutes les couches de notre société. Le député de Kamloops-Shuswap en a parlé cet après-midi. Le ministre a dit aux Canadiens de modérer leurs revendications salariales mais le gouvernement n'a jamais tenu un tel raisonnement pour les milieux d'affaires.

● (2100)

Dans le cahier des affaires du *Globe and Mail* d'hier, on pouvait lire que les banques canadiennes ont augmenté leur actif l'année dernière de 22,7 p. 100, plus précisément, de 22,1 p. 100 pour la Banque Royale, de 20 p. 100 pour la Banque canadienne impériale de Commerce, de 30,3 p. 100 pour la Banque de Montréal, de 25,9 p. 100 pour la Banque de Nouvelle-Écosse et 23,4 p. 100 pour la Banque Toronto-Dominion. Il n'est donc pas question ici de petites sociétés en

difficulté mais bien des compagnies les plus grosses et les plus riches du pays.

Si l'on regarde maintenant leurs profits, on constate qu'ils se chiffrent par centaines de millions de dollars. En 1980, les profits de la Banque Royale ont progressé de 21 p. 100 après impôt, passant de 270 millions à 327 millions; ceux de la Banque de Montréal ont augmenté de 15,1 p. 100, atteignant 263 millions; les profits de la Banque Toronto-Dominion ont connu une augmentation de 14,5 p. 100, atteignant 121 millions; quant aux profits de la Banque de Nouvelle-Écosse, ils ont été de 221 millions, enregistrant une progression de 22,3 p. 100 par rapport à l'année précédente.

Les compagnies pétrolières font la grève. Habituellement, quant un groupe de travailleurs déclenche une grève, les éditoriaux des journaux et les députés fédéraux et provinciaux réclament aussitôt du gouvernement qu'il prenne des mesures pour mettre fin à la grève parce que cela pose des problèmes pour la population. Les compagnies de pétrole, qui comptent parmi les plus riches entreprises du pays, font la grève: elles refusent d'investir au Canada et n'y font plus de prospection. Elles prétendent que leurs profits ne sont pas assez élevés bien que les chiffres prouvent le contraire, montrant aussi qu'elles mentent.

Les chiffres sont sans équivoque. En 1980, Imperial Oil a réalisé 38,3 p. 100 de profits de plus qu'en 1979, soit 682 millions. Shell Canada a enregistré 355 millions de profits, soit une amélioration de 37,1 p. 100 par rapport à l'année précédente; quant à Gulf, ses profits ont progressé de 31,9 p. 100, atteignant 380 millions; Texaco, enfin, a réalisé 373 millions de profits, soit une augmentation de 41,5 p. 100 par rapport à 1979. C'est cela la situation économique au Canada, ce qui n'empêche pas le ministre des Finances de conseiller aux Canadiens de se contenter de moins. Tout ce qu'ils veulent, c'est vivre comme auparavant. Ils sont prêts pour cela à travailler et à faire leur part.

Qu'a dit le ministre dans son discours à Montréal? Que nos problèmes s'expliquent par une productivité stagnante. Il a déclaré:

Même si notre taux de croissance de l'emploi est resté à peu près stable depuis sept ans, le rendement par travailleur, loin d'augmenter, a en fait diminué.

Il se trouvera sûrement quelque part au Canada un journaliste pour ajouter que si nos résultats ne sont pas brillants c'est parce que les Canadiens ne sont pas disposés à travailler. C'est faux. Si notre productivité n'augmente pas comme par le passé, il y a de bonnes raisons à cela. Ce n'est pas que les Canadiens ne veulent pas travailler. C'est parce que les pouvoirs publics et le secteur privé ont manqué de prévoyance et n'ont pas su préparer l'avenir.

Il n'y a pas de stratégie industrielle au Canada. Malgré tous les discours qu'il a pu faire quand il faisait partie de l'opposition, le ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Gray) n'a pas formulé de stratégie industrielle. En conséquence, notre secteur de la fabrication bat de l'aile. En 1970, 26 p. 100 de la population active travaillait dans la fabrication. En 1979, ce taux était tombé à 19 p. 100. En 1970, 21 p. 100 de nos exportations se composaient de biens manufacturés. A l'heure actuelle, ce taux n'est plus que de 10 p. 100. En 1970, nous avions un déficit de 3 milliards de dollars au chapitre des biens manufacturés. En 1979, ce déficit était de 11,5 milliards de dollars.